

## L'isolement nuit gravement à la santé scientifique

---

**La Conférence des Présidents d'Université s'inquiète vivement de la cascade d'événements qui ont conduit à l'exclusion des programmes européens « Erasmus + »<sup>1</sup> et « Horizon 2020 »<sup>2</sup> les étudiants et chercheurs suisses.**

Le 9 février dernier, les Suisses ont accepté en « votation » une initiative dite « Contre l'immigration de masse ». Ce texte adopté à une courte majorité de 50,3% des voix remet en cause la libre circulation des personnes entre la Confédération suisse et les pays de l'Union européenne au profit d'un système de quotas.

Comme première réaction la Commission européenne a annoncé mercredi 26 février que la Suisse ne participerait plus aux programmes Horizon 2020 et Erasmus + qu'au titre d'Etat tiers (quelque 10 000 étudiants suisses au total ont bénéficié du dispositif Erasmus Entre 2010 et 2013). Les Académies suisses des sciences, les dirigeants des hautes écoles suisses, des universités et la présidence du Fonds national suisse ont aussitôt exprimé leurs craintes d'être exclus des programmes de recherches européens dans une lettre adressée au Conseil fédéral en lui demandant de « prendre toutes les mesures possibles et imaginables, ainsi que d'entreprendre toutes les démarches » pour que la Suisse soit associée au programme de recherche Horizon 2020 et au programme d'échange Erasmus+.

La décision de l'Union Européenne est fort dommageable à l'enseignement et à la recherche, pour la Suisse bien sûr, mais également pour l'Union européenne elle-même. Certes, la Suisse en faisant le choix de l'isolement se coupe du reste du monde, privant délibérément, la vitalité de sa jeunesse et l'excellence de sa recherche des échanges extérieurs indispensables à leur développement. Néanmoins, la réponse de l'Union européenne ne peut être d'aggraver encore

---

<sup>1</sup> Programme européen pour l'éducation et la formation, la mobilité des étudiants, enseignants et chercheurs

<sup>2</sup> Programme de financement de la recherche et de l'innovation de l'Union européenne pour la période 2014-2020



davantage cette situation. Alors qu'au contraire, il s'agit de permettre à la Suisse de revenir à la libre circulation des talents.

La Conférence des présidents d'université (CPU) s'associe et apporte son soutien à la communauté scientifique suisse, à ses chercheurs, à ses étudiants, pour un espace européen et international de l'enseignement supérieur ouvert. Elle invite les universités françaises à maintenir actifs les échanges scientifiques existants et à soutenir les étudiants qui souhaitent avoir un échange Erasmus avec une université suisse. La CPU demande aux décideurs et décideuses politiques en Europe et en Suisse de tout faire pour permettre à la Suisse de continuer à participer aux programmes européens et ainsi de participer au développement de la science et de la société de la connaissance. Dans un premier temps, la CPU demande aux responsables européens de laisser les jeunes chercheurs suisses et européens travaillant dans les universités suisses candidater à l'ERC, dont la date limite de dépôt est le 25 mars, et de voir leurs dossiers évalués ; des moyens alternatifs de financement pourront alors être trouvés ultérieurement.